

DÉCLARATION DU COMITÉ EN DATE DU 26 SEPTEMBRE 2005

Quatre mois après sa défaite du 29 mai, le gouvernement Chirac poursuit sa politique contre les travailleurs et la jeunesse

Pour mettre fin à cette politique : imposer le Front unique pour chasser- sans attendre 2007- Chirac, son gouvernement, sa « majorité »!

Le 29 mai, en votant « non » au référendum, les travailleurs et les jeunes infligeaient une importante défaite politique à Chirac et à sa majorité. Mais battu le 29 mai, Chirac est resté en place ; et depuis juin, Chirac et son gouvernement dirigé par Villepin poursuivent la politique mise en œuvre jusqu'alors par Raffarin. Cette politique définie par Chirac est parfaitement réactionnaire et conforme aux besoins du patronat.

CHIRAC MAINTENU POURSUIT L'OFFENSIVE ANTI-OUVRIÈRE.

Alors que la hausse des loyers devient insupportable, le gouvernement multiplie les expulsions au nom de la lutte contre l'insalubrité en même temps qu'il continue sa politique de destruction des HLM ; ceux qui sont reconstruits, moins nombreux, sont plus chers. Cette « crise du logement » est organisée au profit des promoteurs, investisseurs et détenteurs de capitaux spéculatifs. L'explosion du coût du logement contribue, avec la hausse de l'essence et du fuel, à la baisse rapide du pouvoir d'achat des travailleurs.

Licenciements et fermetures d'entreprises se poursuivent. Le décret publié début août contraint les chômeurs à accepter n'importe quel petit boulot sous peine de voir leurs allocations réduites, voire supprimées. Ceci se combine à l'accroissement de la précarité et de l'instabilité organisé par le Contrat nouvelle embauche (CNE) créé par les ordonnances Villepin.

Le budget 2006 concentre cette politique : la nouvelle loi de finance (LOLF) qui entre en vigueur permet de globaliser les crédits de fonctionnement, de personnel : la nouvelle diminution des postes – 5300 – s'articule avec la précarisation de l'emploi dans la Fonction publique et les attaques contre les statuts (ainsi l'obligation faite aux professeurs de remplacer leurs collègues absents introduit l'annualisation, la flexibilité et la polyvalence). La LOLF conduit à « *adapter la gestion des ressources humaines* », et prépare la destruction du statut des fonctionnaires.

À ceci s'ajoutent le déremboursement de centaines de médicaments, l'asphyxie des hôpitaux publics... ainsi que la privatisation des autoroutes, d'EDF, de la SNCM pour le plus grand bénéfice des trusts et monopoles.

En un mot, l'objectif est de faire sauter les acquis arrachés lors de la vague révolutionnaire de l'après guerre et des mobilisations ultérieures : en finir avec l'ensemble du code du travail (conventions et statuts collectifs nationaux), avec la Sécurité sociale et les retraites fondées sur le salaire différé, avec le système d'hospitalisation publique, avec l'enseignement gratuit pour tous ; les universités deviennent payantes, l'apprentissage se développe en livrant une masse de jeunes à l'exploitation patronale, tandis que s'accroissent les mesures fiscales en faveur de la bourgeoisie.

« LE GOUVERNEMENT NE VEUT PAS ENTENDRE » ?

À en croire les dirigeants syndicaux, et les dirigeants du PS et du PCF, la politique du gouvernement Chirac pourrait être modifiée. À Lille, le 6 septembre, Thibault s'écrie : « *Monsieur le Premier ministre (...)* « écoutez [les Français] et cessez de nous prendre pour des imbéciles ». Le 7 septembre, l'Humanité évoque la « *surdité* » gouvernementale. Bien évidemment ce gouvernement n'est pas sourd. Il sait parfaitement que cette politique est insupportable à l'ensemble de la population laborieuse et de la jeunesse. Mais il agit au compte du capitalisme.

Alors, qu'est-ce qui lui permet de poursuivre son offensive? Le 29 mai au soir, la défaite de Chirac était si brutale et si nette qu'il aurait suffi que les dirigeants des partis ouvriers déclarent « *Chirac doit immédiatement partir* », et que les dirigeants PS et PCF se portent candidats au pouvoir sans attendre 2007 pour que Chirac ne puisse demeurer en place. Et s'il s'était obstiné, la voie aurait alors été ouverte à la mobilisation de la classe ouvrière pour le chasser.

Mais si le Non l'a emporté le 29 mai, le Front unique des organisations ouvrières contre Chirac n'était pas réalisé; et le gouvernement a parfaitement entendu les interventions des dirigeants du PS et du PCF le 29 mai au soir. Aucun n'a exigé le départ immédiat de Chirac. Le 30 mai, le bureau confédéral de la CGT déclarait : « *Le gouvernement, quel qu'il soit, et le MEDEF doivent renoncer aux réformes autoritaires [...]La CGT exige l'ouverture rapide d'une grande négociation sociale*». Et avant même la constitution du gouvernement tous les dirigeants syndicaux rencontraient Villepin sur les bases proposées par Chirac : « *agir ensemble, avec à l'esprit, le seul intérêt national* ». Ainsi légitimé jusqu'en 2007, Chirac pouvait remanier son gouvernement et poursuivre sa politique.

« NÉGOCIATION » ET « DIALOGUE SOCIAL » AU SERVICE DU GOUVERNEMENT.

En juin, l'appareil de la CGT prônait la « *relance des mouvements sociaux* » pour exhorter Chirac... à faire une autre politique ; l'appareil de FO *clamait* « *il faut se donner le temps pour voir* »... Et tous poursuivaient de manière ininterrompue la « concertation » dans les ministères : ainsi acceptaient-ils d'aller discuter avec de Villepin du contenu du projet de loi autorisant le gouvernement à procéder par ordonnances ; ainsi les dirigeants des syndicats enseignants ont-ils, le 7 juillet au Conseil Supérieur de l'Éducation, accepté de discuter des décrets d'application de la loi Fillon. Ce faisant, ils donnaient à Chirac les moyens de poursuivre sa politique.

Aujourd'hui, cette rentrée, devrait être préparée, selon les termes de Thibault, « sous le signe de l'offensive », avec un appel national de toutes les confédérations « *pour une journée de mobilisation avec des grèves et des manifestations, pour les salariés du privé et du public* ». Ainsi a été décidée la journée d'action du 4 octobre.

S'agit-il de rassembler toute la classe ouvrière sur des mots d'ordre ouvrant une véritable perspective : « *assez de cette politique ; assez de ce gouvernement ; assez de Chirac* » ?

Absolument pas! Pour Thibault, il s'agit de « contraindre la patronat et le gouvernement à ouvrir des négociations », notamment « sur les salaires ». Pour Mailly, il faut « *obliger le gouvernement à faire d'autres choix basés sur une augmentation du pouvoir d'achat* » Pour Aschiéri (FSU), « *il s'agit d'une occasion extrêmement importante de mobiliser pour un changement de politique* »... « *il faut contester globalement cette politique* »...

Mais qui peut croire que sous la « pression » Chirac et son gouvernement pourraient « entendre », et faire une autre politique, une politique conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de la jeunesse, alors que la mobilisation de 2003 a montré qu'on ne peut gagner sans combattre pour vaincre et chasser ce gouvernement ? Pas même la direction du PCF qui dans ces réunions internes (lors du CN du 8 septembre) affirme « *Ce gouvernement est illégitime. Oui, Messieurs Chirac, Villepin, Sarkozy sont illégitimes !* » Mais le PCF se garde bien de combattre publiquement sur cette ligne : pour MG Buffet comme pour Hollande, il faudrait garder Chirac jusqu'en 2007 !

Il est vraisemblable que, face au caractère insupportable des attaques du gouvernement, nombre de travailleurs chercheront à se saisir de la journée du 4 octobre. Mais pour en finir avec la politique du gouvernement, il faut commencer par créer les conditions pour battre et chasser Chirac sans attendre 2007.

FRONT UNIQUE POUR BATTRE ET CHASSER CHIRAC.

La première exigence, c'est que les dirigeants syndicaux, ceux du PS et du PCF formulent les revendications qui sont celles des travailleurs : abrogation de toutes les lois réactionnaires. Et pour commencer :

Abrogation des ordonnances Villepin, des lois Borloo, Sarkozy, des lois Fillon (retraites, assurance maladie, école)...

À cette fin : que cessent toute négociation avec ce gouvernement et avec le Medef qui appelle à la liquidation du code du travail. Alors que le gouvernement œuvre à la dislocation du statut de la Fonction publique, quel travailleur pourrait accepter qu'Aschiéri, dirigeant de la FSU – de même que les dirigeants des autres fédérations de fonctionnaires – affirme, le 23 septembre, qu'il faut « réformer » ce statut ?

La satisfaction de ces revendications implique la mobilisation de la classe ouvrière, mobilisation pour laquelle il faut une perspective politique : en finir avec Chirac, sans attendre 2007 !

Les travailleurs n'ont guère d'illusion à l'égard du PS ou du PCF ; ils gardent en mémoire la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement dit de la « gauche plurielle ». Et en même temps, en l'absence de Parti ouvrier révolutionnaire, pour battre Chirac et sa majorité, en 2004, ils ont massivement voté pour les listes dirigées par le PS et le PCF. Ils ont indiqué par là qu'un autre gouvernement est immédiatement possible, sans Chirac, sans ministre de partis bourgeois.

Les travailleurs ne veulent pas d'un gouvernement type « union de la gauche », respectueux de Chirac.

Ils veulent un gouvernement qui satisfasse leurs revendications. Mais ils savent aussi que tant que Chirac sera là, les attaques contre les acquis et les conditions d'existence se poursuivront. La perspective d'un gouvernement des seuls partis ouvriers, d'un gouvernement du PS et du PCF, ouvrirait la voie à la mobilisation nationale pour en finir avec Chirac, sa majorité et leur politique, ouvrirait la voie au combat pour imposer alors à un tel gouvernement des partis ouvriers la satisfaction des revendications :

- **abrogation de toutes les lois anti-ouvrières ;**
- **un seul contrat de travail : le CDI (avec abrogation des textes le mettant en cause) ;**
- **rattrapage du pouvoir d'achat perdu et sa garantie par l'échelle mobile des salaires.**

C'est en combattant sur cette orientation que la classe ouvrière pourra s'engager dans la voie de la construction d'un Parti révolutionnaire pour un authentique gouvernement ouvrier, pourra reprendre le combat pour l'expropriation du capital et pour instaurer un socialisme authentique.